



CAEN PIC  
**P4**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 27/09/2021

### Sommaire

Page 2 :

*Fin de l'édito*

*- SNUipp*

Pages 3 et 4 :

*Tract 5*

*octobre*

Page 5 :

*SNICS -*

*SNU.EP*

Page 6 :

*SNES -*

*Retraitées*

Le 5 octobre : Ensemble, public, privé, soyons solidaires et prenons notre destin entre nos mains !

Le « quoi qu'il en coûte » a fait son temps. Dans cette année électorale, le pouvoir esquisse déjà ce que pourrait être l'après crise, et de ce côté-là les jours d'après ressembleront furieusement au jour d'avant. Réforme de l'assurance chômage avec 2,3 milliards de moins distribués aux allocataires, malgré la hausse prévisible du chômage, et peut-être avant les élections (mais peut-être pas) en guise de réforme des retraites une mesure paramétrique d'allongement de la durée de cotisation. La ministre du travail a pourtant le toupet de prétendre « *Nous, on veut encourager le travail* ». Clairement, le « quoi qu'il en coûte » devra être payé, cher et par les seul.es salarié.es.

Malgré une concorde nationale affichée dans cette crise sanitaire, le gouvernement fait la sourde oreille aux attentes des travailleurs-euses. La Fonction publique subit, depuis des années, des politiques qui ont dégradé considérablement les conditions de travail et le pouvoir d'achat. Cette politique continue et s'accroît.

Les personnels de l'éducation le 23 septembre ont été en mouvement. Cette deuxième rentrée sous Covid n'a pas mieux été anticipée que la première. Aucun moyen supplémentaire, une prime d'attractivité qui ne répond pas aux enjeux de revalorisation, une nouvelle grille pour les AESH insuffisante, rien pour les vies scolaires et un dangereux projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école avec le renforcement des hiérarchies intermédiaires. Les raisons du mécontentement sont nombreuses et des luttes dès la rentrée ont été menées avec succès dans des établissements. (voir pages intérieures).

La rentrée universitaire s'est déroulée une nouvelle fois dans des conditions déplorables et a donné lieu, fait notable à des mobilisations. Le gouvernement persiste dans ses choix de sous-financement chronique des établissements, alors que le nombre d'étudiant.es

.../... continue d'exploser. La dépense publique moyenne par étudiant·e ne cesse de baisser. Le nombre de contractuel·les et de vacataires sous-payé·es continue à progresser. Plutôt que de permettre un recrutement massif de titulaires, le gouvernement fait toujours clairement le choix de la précarité et de la casse des statuts. Les étudiant·es aussi font face à une précarité structurelle aggravée par la politique du gouvernement, qui ne veut même pas maintenir le ticket de restaurant

universitaire à 1 € pour l'ensemble des étudiant·es.

Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale va bientôt être présenté, la santé et l'hôpital public exigent davantage de moyens et, globalement des budgets en 2022 en rupture avec la politique d'austérité.

On le voit pour tous les services publics le gouvernement fait fi des enjeux sociaux, de santé et des besoins de la population dans son ensemble.

Il est temps de nous faire entendre !

L'éducation nationale s'est mobilisée le 23 septembre pour exiger un plan d'urgence, les retraité·es vont battre le pavé le 1er octobre (voir page 6) En convergence avec le secteur privé, la Fonction publique (voir encart) portera ses revendications unifiantes lors de la journée de grève interprofessionnelle du 5 octobre.

**Ensemble, public, privé, soyons solidaires et prenons notre destin entre nos mains. !**

Jérôme Adell



## Revendications de l'Intersyndicale Fonction publique CGT, FSU, FO, Solidaires et Fédération Autonome

Subissant depuis des années des politiques publiques d'austérité qui ont dégradé considérablement leurs conditions de travail et leur pouvoir d'achat, les fonctionnaires et agents-es publics s'inscrivent dans les revendications portées sur le plan interprofessionnel, notamment :

- l'augmentation générale des salaires par la revalorisation du point d'indice et l'amélioration de la grille indiciaire, ainsi que des mesures fortes pour gagner l'égalité professionnelle,
- l'arrêt des suppressions de postes et des recrutements partout où c'est nécessaire,
- l'abandon du projet de loi 3DS (différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification), des restructurations et le maintien et le développement de services publics de proximité,
- l'arrêt des emplois précaires et la mise en place d'un plan massif de titularisation et/ou de CDIisation,
- l'engagement que la réforme portant sur un régime universel des retraites ou la remise en cause des régimes spéciaux est abandonnée.

Tout en réaffirmant que la priorité doit être à la mise en œuvre des moyens indispensables pour protéger la santé de la population et des salariés-es en particulier, dont fait partie aujourd'hui la vaccination à laquelle chacun doit pouvoir accéder, nous rappelons qu'il est inacceptable de sanctionner un-e agent-e sur un plan professionnel au regard de choix personnels, le tout sans possibilité de débat contradictoire par la saisine des CAP ou CCP.

**C'est pourquoi, nos organisations refusent toute suspension des agents-es et interruption de leur rémunération et demandent le retrait de cette disposition du projet de loi.**



## Les provocs de Macron à Marseille

A Marseille, le Président a annoncé une expérimentation dans 50 écoles "laboratoire" dans lesquelles les directeurs et directrices pourraient « choisir les enseignant·es "pour être sûr·es qu'ils soient pleinement motivés, qu'ils adhèrent au projet ». Il considère que cette mesure permettra de réduire l'absentéisme.

Les enseignant·es des écoles sont parmi les fonctionnaires les moins absent·es. Reste à prouver qu'il y a vraiment plus d'absentéisme en éducation prioritaire et à mettre en corrélation avec les conditions de travail.

Ainsi, qu'importe les conditions de travail, il suffirait d'avoir un "projet" pour attirer les enseignant·es. L'expérience ECLAIR dans le secondaire a pourtant démontré

l'échec de la méthode.

A-t-on seulement demandé à ces équipes ce dont elles avaient besoin ? Sans doute auraient-elles répondu que les classes étaient trop chargées, que trop souvent il n'y avait ni RASED (enseignant·es spécialisés prenant en charge des élèves ayant des difficultés comportementales ou d'apprentissage) ni remplaçant·e.

Que les directeurs·trices choisissent leurs collègues ne résoudra rien de tout cela, n'améliorera pas leurs conditions de travail, au contraire, puisque la pression s'exercera pour atteindre des objectifs. Par ailleurs, la contractualisation des moyens alloués aux écoles sur la base de projets va conduire à les mettre en concurrence, risquant d'accroître les

inégalités scolaires dans un système à plusieurs vitesses.

Ces annonces présidentielles suivent la logique de la loi Rilhac qui veut instaurer une autorité fonctionnelle des directeur·trices alors que les écoles ont besoin de moyens. Ces annonces ouvrent la voie à un autre mode de fonctionnement de l'école, via des expérimentations sur ce qui n'est pas permis réglementairement, en faisant passer des dérégulations sous couvert d'innovation. Le SNUipp-FSU s'oppose à la montée en charge et à la banalisation de ces expérimentations, qui vont à l'encontre de l'école républicaine, particulièrement en Education prioritaire.

Laurence Guillouard



**Mardi 5 octobre, en grève !  
Ce n'est pas à nous de payer le « quoi qu'il en coûte » !**

Alors que nous traversons toujours une crise sanitaire, économique et sociale d'ampleur, **le gouvernement ne compte pas remettre en question sa politique libérale et autoritaire** : poursuite de la casse des services publics et de la protection sociale, conditions de travail et de vie dégradées des travailleurs et travailleuses, aucune contrepartie demandée aux grands patrons qui continuent de s'enrichir...

**Ce n'est pourtant pas à nous de payer le « quoi qu'il en coûte » !**

APRÈS UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT, L'ESPOIR RENAÎT !



### **Les services publics malmenés**

Aucune remise en question de la casse des services publics qui continuent de se dégrader.

Dans la santé, les pénuries de personnels conduisent à la fermeture de services, les fermetures de lits se poursuivent au moment même où on en a le plus besoin. Les personnels soignants, sur le front depuis 18 mois, se voient aujourd'hui menacés de suspension pour celles et ceux qui refusent la vaccination.

**La gestion de la crise est calamiteuse depuis le début.**

Dans l'Éducation, les suppressions de postes se sont poursuivies également, obligeant les élèves à s'entasser dans les salles non aérées !

**> Nous voulons des moyens pour les services publics ! Non aux fermetures de services, aux suppressions d'emplois et au démantèlement des services publics !**

### **MANIFESTATIONS**

**11H – PLACE ST PIERRE  
À CAEN**

**17H – PORTE-HORLOGE  
À VIRE**

**10H30 – PLACE MITTERRAND  
À LISIEUX**

## **Les travailleurs et travailleuses méprisés-es**

Les premiers de corvée, dans les secteurs les plus précarisés et souvent déconsidérés, ne bénéficient d'aucune revalorisation salariale.

Des entreprises licencient alors même qu'elles ont bénéficié d'aides de l'État. Les dividendes explosent !

Le gouvernement remet sur la table ses réformes de l'assurance chômage et des retraites qui vont appauvrir un peu plus les plus précaires.

**>Nous voulons des augmentations de salaire et du SMIC, des minima sociaux, des pensions et des bourses**

**>Nous refusons les licenciements**

**>Nous exigeons la conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de créer des emplois**

**>Nous voulons l'abrogation de la contre-réforme de l'assurance chômage**

**>Non à un recul programmé de l'âge du départ à la retraite**

**>retrait de la loi instaurant le passe sanitaire et l'obligation vaccinale**

**>aucune sanction contre les travailleurs et travailleuses**

**>pour une vraie politique de santé publique et l'accès aux soins de toutes et tous**

## **Toujours plus de mesures autoritaires**

L'instauration d'un passe sanitaire discrimine une partie de la population qui n'a plus accès à la culture, aux soins, aux loisirs...

Pire, c'est une attaque fondamentale contre le Code du Travail donnant aux employeurs un pouvoir de contrôle démesuré et menaçant des travailleurs et travailleuses de suspension de leur salaire.

**MARDI 5 OCTOBRE 2021**

**TOUTES ET TOUS MOBILISÉ-ES ET EN GRÈVE**

**CONTRE LES ATTAQUES SUR LE MONDE DU TRAVAIL**

**POUR LES SERVICES PUBLICS,**

**DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DÉCENTES**

**MANIFESTATION 11H PLACE SAINT-PIERRE À CAEN**



## La coupe est pleine !

Le 10 juin les infirmières de toutes les académies françaises étaient réunies en congrès exceptionnel à Paris à l'appel du SNICS.

Trente cinq infirmières du périmètre bas normand ont fait le déplacement et sont allées crier leur mécontentement devant le ministère.

Oubliées du Ségur de la santé, oubliées du Grenelle de l'Education, le ministre nous remercie pour notre engagement lors de la crise sanitaire (formation aux gestes barrière, contact tracing, déploiement des tests PCR et autotests...) et nous demande de continuer en sensibilisant les 12/18 ans à la vaccination. C'est oublier que cela se fait au détriment de nos missions propres.

Toute peine méritant salaire, il

envisage de nous allouer 10€ d'augmentation mensuelles du RISEEP.

De qui se moque-t-il ? Nous ne sommes plus des bonnes sœurs corvéables à merci, la reconnaissance de notre métier au service des jeunes passe par une revalorisation de nos salaires, par des créations de postes permettant de travailler à tous les niveaux de la scolarisation des élèves du primaire au lycée.

Comment améliorer l'attractivité de notre profession par des grilles salariales de misère comparées aux autres fonctions publiques.

Reconnaitre notre engagement c'est aussi reconnaître notre véritable spécialité, par un diplôme national de

master 2 organisé au sein des INSPE.

Or, après nous avoir chichement remerciés, la seule reconnaissance à laquelle nous avons droit, c'est de nous suspendre en l'absence de couverture vaccinale anticovid complète. Jamais nous n'aurons connu une telle violence envers notre profession.

Monsieur le Ministre en nous négligeant, en nous ignorant, en nous méprisant, en nous contrôlant en nous suspendant, envoie un bien mauvais signal à ses personnels infirmiers. La santé n'est visiblement pas son problème.

Patricia François

## Comment ne pas être alarmiste ?

Comment ne pas être alarmiste quant à cette rentrée 2021 ? N'avons-nous pas déjà écrit cela auparavant ? Malheureusement si... Cette fois on pourra parler de double peine voire de triple peine ...

Toujours face à la vague covid, les collègues ont dû reprendre le chemin de l'école masqué.es, tout en devant rester motivé.es entre la co-intervention, le chef d'œuvre, l'AP ou CAPO : la réforme de la voie professionnelle dans toute sa splendeur, un beau saupoudrage d'interventions des collègues qui se sentent dépités et trop souvent résignés. Une majeure partie d'entre eux se demandent à quoi ressemble leur enseignement aujourd'hui.

Comment ne pas craindre de voir encore et encore des signalements RSST naître de toute cette réforme si mal adaptée pour les élèves et qui engendre autant de mal-être au travail ?

Les innombrables signalements dans le RSST l'an passé ne sont que l'illustration de cette souffrance au travail exacerbée par ce contexte sanitaire anxiogène. Outre la mise à disposition des EPI, les conditions de travail pour éviter le brassage avec la totalité des élèves ne rend pas la tâche facile. Quant aux EPI, ils n'ont pas été souvent au rendez-vous à la pré-rentrée, ils sont apparus dans les casiers 3 ou 4 jours plus tard... Notre cher ministre espérait-il économiser encore et encore et ne pas avoir à en fournir à ses agents ?

Nous avons aussi découvert, informés par les médias, que les enseignant.e.s devront avoir un don d'ubiquité, en effet en cas de covid avéré dans une classe, les élèves contact non vaccinés resteront chez eux pour une durée de 7 jours, donc la classe ne ferme pas. On peut s'en réjouir, ah oui mais les enseignants devront faire cours en présentiel et

aussi en distanciel pour les élèves qui devront rester chez eux !

Voilà nous sommes donc des agents corvéables à merci... Comment ne pas être inquiet de devoir préparer les élèves aux nouveaux CCF alors qu'il n'y avait aucune information sur les contenus lors de leur arrivée en seconde. Maintenant qu'ils sont en terminale, nous avons enfin le contenu des modalités, après une année et demie très compliquée à cause du covid, les enseignant.e.s devront donc les préparer sans les effrayer à ce qui les attend. Encore et encore fonctionner comme il se doit et faire avec... Avec ce sentiment d'être méprisé par notre ministre, aucune reconnaissance si ce n'est de façade de sa part. Encore une année de plus avec un point d'indice gelé, aucun espoir de voir nos salaires évoluer... Oui nous pouvons parler de triple peine...

## Une rentrée sans accroc ?!

En 2021, la dégradation de l'enseignement se poursuit et se renforce dans le secondaire

Dans un contexte pandémique difficile à vivre, les suppressions d'heures et de postes accroissent la pression sur nos classes et nos collègues, en augmentant la charge de travail et les effectifs par classe. Depuis janvier dernier, nombre d'équipes sont vent debout contre les dotations et répartitions de moyens. Les heures supplémentaires s'accumulent, ainsi que les mesures de carte scolaire et postes partagés. La situation des TZR est toujours plus précaire, leur gestion plus opaque ;

nombre de ces derniers passent la rentrée sur le carreau, dans l'attente et le doute, ou bien sur la route.

Le seul obstacle à cette politique est la mobilisation dans les salles des profs. Refus de la charge de professeur principal, dénonciation des heures supplémentaires et des effectifs, opposition en conseil d'administration, grève, sont des moyens incontournables pour obtenir davantage de moyens, comme au collège de Verson, mobilisé dès la rentrée face à des effectifs qui explosent, ainsi qu'à Caumont-sur-Aure, où parents et enseignants réclament l'ouverture d'une classe

supplémentaire en troisième. Dans la Manche, nos collègues de Querqueville ont commencé leur année par une grève courageuse et reconduite. Une caisse de grève a été mise en place.

Ces initiatives locales, que l'on doit soutenir et imiter, sont indispensables, et complémentaires des mobilisations nationales comme la grève du 23 septembre. Face à un secondaire sinistré, il est inconcevable de laisser le ministre et la rectrice communiquer sur une rentrée sans accroc.

Ivan Ygouf



## Les retraitées dans la rue !

**le vendredi 1er octobre 2021 à 10h30, place Bouchard à Caen**

**Bien vivre sa retraite, une exigence !**

### **Augmentation des retraites, pensions de base et complémentaires**

0,4 % d'augmentation au 1er janvier 2021 pour les retraites de base, 1% pour les complémentaires alors que les prix ont augmenté de 1,6 %, le compte n'y est pas !

*Redonner du pouvoir d'achat aux retraités permet le bien vieillir et est utile à la société.*

### **Sécurité sociale – santé – autonomie**

La pandémie a démontré que la protection sociale est un bien essentiel.

De plus en plus de retraités ne peuvent plus se soigner faute de moyens financiers suffisants.

Ça suffit !

### **Services publics**

Les services publics et leurs personnels ont joué un rôle irremplaçable dans la lutte contre la pandémie.

Ce sont bien des services de proximité, avec du personnel en nombre et formé dont nous avons besoin, garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire, garants d'un accès pour tous partout.

**Oui, nous voulons une pension de haut niveau, aujourd'hui et pour les générations futures.**

**Ma retraite, je l'ai gagnée ; mon droit au bien vieillir, je le revendique ;**

**mes revendications, je les défends.**